

**CONVENTION PLURI ANNUELLE D'OBJECTIFS (2021-2023)
(SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT)**

**ENTRE LA VILLE DE PARIS
&
L'ASSOCIATION PARIS AQUATIQUE**

Entre

La Ville de Paris, représentée par la Maire de Paris agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date du ...*8 juillet 2021*...

d'une part

partie dénommée ci-après "la Ville de Paris"

&

L'association Paris aquatique, ayant son siège social à la Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 19^e, 20 rue Edouard Pailleron, 75019 Paris, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et déclarée à la Préfecture le 24 septembre 2004, sous le numéro 1219, représentée par M. Brice MUREAU agissant en qualité de Président, dûment mandaté aux fins des présentes,
N° SIRET 42176457200044

d'autre part

partie dénommée ci-après "l'association"

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'association Paris aquatique, créée en 2004, a pour objet de promouvoir le sport et en particulier la natation et ainsi de participer à la vie associative du quartier ;

Considérant le plan «Nager à Paris», la Ville de Paris a souhaité accompagner des Clubs qui, par leur histoire, leurs résultats, et la qualité de leur projet sportif, ont vocation à jouer un rôle particulier au sein du tissu sportif parisien et leur permettre d'animer le territoire d'implantation ;

Considérant le projet initié et conçu par l'association visant à proposer des activités aquatiques pour toutes les catégories d'âge pour filles et garçons ;

Considérant en application de l'article L.100-1 du code du sport que l'égal accès des hommes et des femmes aux activités sportives, sous toutes leurs formes, est d'intérêt général ;

SN
37

Considérant le principe de laïcité qui s'attache au respect strict et impératif de toutes les croyances et du pluralisme des consciences ;

Considérant le projet initié et conçu par l'association visant à lutter contre toutes les discriminations ;

Considérant la politique publique d'accès au sport pour tous dans laquelle s'inscrit ladite convention ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'association participe de cette politique et présente un intérêt local pour la Ville de Paris ;

Il est établi la présente convention entre les parties.

Titre 1 : Objet de la convention et engagements des parties

Article 1^{er} - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à sa seule initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet qu'elle a librement défini en annexe 1 de la présente convention.

La Ville de Paris contribue financièrement à ce projet d'intérêt général.

Article 2 – Engagements de la Ville de Paris

2.1. Subvention de fonctionnement

La Ville de Paris s'engage à participer au soutien financier des actions définies à l'article 1, par le versement d'une subvention à l'association, conformément à la délibération N°2021 DJS 42.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées dans la présente convention.

Le montant de la subvention sera notifié chaque année sous réserve des crédits disponibles et effectivement votés au budget de la Ville.

Pour l'année 2021, la subvention accordée par la Ville de Paris est de 11.000 €.

Pour chaque année restante de la convention, le montant de la subvention sera notifié au titulaire après délibération du Conseil de Paris.

Cette subvention ne pourra être attribuée qu'au vu d'une demande formalisée par l'association, effectuée sur la plateforme dématérialisée Paris.Aссо avant le 31/10/ n-1 de chaque année budgétaire. L'association devra adresser notamment, si le projet a évolué, une nouvelle présentation de son projet pour l'année, un bilan d'activité de l'année n-1 et un budget analytique relatif à l'année concernée.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe 2.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 30 % au regard du coût total du projet tel que mentionné à l'annexe 2.

L'association notifie ces modifications à la Ville de Paris par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Ville de Paris de ces modifications.

2.2. Créneaux sportifs

Pour la mise en place de son projet sportif, la Ville de Paris s'engage à favoriser un regroupement des créneaux sportifs attribués à l'association.

Les créneaux sportifs comprennent l'attribution :

- Créneaux de natation (ligne d'eau)
- Créneaux dédiés à la préparation physique (vestiaires plus éventuellement locaux de rangement de matériel).

La Ville de Paris reconnaît que l'association a vocation à occuper prioritairement en période scolaire (hors vacances), des créneaux sportifs associatifs en matinée, fin d'après-midi ou soirée du lundi au vendredi, ainsi que le samedi matin.

Outre les créneaux précités, la Ville de Paris s'attache à fournir à l'association les créneaux nécessaires à la mise en place des opérations spécifiques soutenues dans le cadre de cette convention.

Chaque année, la planification de la saison sportive et des créneaux sont discutés dans le cadre du comité de suivi en lien avec la Mairie d'arrondissement, et font l'objet d'un planning annuel pouvant évoluer d'une saison sportive à l'autre.

Nonobstant ce qui précède, l'association demeure tenue de demander l'attribution de ses créneaux d'utilisation dans les conditions du droit commun applicables à la Ville de Paris, notamment par l'intermédiaire de l'application «PARIS ASSO» ou de tout autre système qui viendrait s'y substituer. Les créneaux font l'objet d'une facturation aux tarifs en vigueur.

En ce qui concerne les créneaux de préparation physique, la Ville dispense toutefois l'association de facturation pour un volume de créneaux dédiés à la préparation physique correspondant à ses besoins sportifs. Ce volume de créneaux est fixé à 550 heures/an pour la salle allouée. Aux tarifs en vigueur, cette stipulation correspond à un effort financier de la Ville de Paris de 770€/an au bénéfice de l'association.

En cas de fermeture intempestive de plus de 12 semaines, la Ville de Paris fera ses meilleurs efforts pour trouver des solutions de relogement pour l'association répondant à ses besoins.

2.3. Stages

De manière à assurer la mise en œuvre de son projet sportif, la Ville de Paris reconnaît à l'association le droit de bénéficier de créneaux sportifs pour organiser des stages dédiés à ses adhérents pendant les périodes de vacances scolaires.

La Ville de Paris met ainsi à disposition de l'association pendant les vacances scolaires d'été, au mois de juillet uniquement, des créneaux d'entraînement pour un volume de 10 à 20 heures par semaine (sous réserve d'une demande de l'association parvenue au plus tard 45 jours avant le début des vacances).

Ces créneaux concernent des groupes préparant des échéances à minima de niveau national (selon le calendrier fédéral).

L'association bénéficie également des dispositifs habituels pour l'organisation de stages pendant les « petites vacances » au cours de la période scolaire.

Les créneaux sont précisés chaque année et validés au comité de suivi en présence notamment du chef d'établissement. Un planning prévisionnel annuel des rencontres sportives, événements et actions sera élaboré, discuté et planifié tout au long de l'année.

L'association bénéficie au sein de la piscine d'un espace d'affichage permettant la diffusion de ses informations associatives.

Article 3 – Mention du soutien de la Ville de Paris

L'association s'engage à faire mention de la participation de la Ville de Paris sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives aux activités définies par la convention, et ce conformément aux indications précisées dans les documents remis par la Ville. Cette dernière se réserve la possibilité de demander que soit modifiée toute publicité non conforme à ceux-ci.

Article 4 – Engagements de l'association

L'association demeure seule responsable de la conduite du projet et tout dépassement du coût du projet mentionné à l'annexe 1 ne saurait justifier un complément de subvention par la Ville de Paris.

L'association informe sans délai la Ville de Paris de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association en informe la Ville de Paris sans délai par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 – Interlocuteur de l'association

Au sein de la Ville de Paris, l'interlocuteur unique de l'association est :

La Direction de la Jeunesse et des Sports - Service du Sport de Proximité - Bureau des subventions –
25 boulevard Bourdon – 75004 Paris.

Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de l'association.

Titre 2 : Durée, litiges et résiliation

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Ville de Paris à l'association, après signature par la Ville de celle-ci et transmission au contrôle de légalité.

Sa durée est fixée à 3 ans.

Article 7 - Conditions d'utilisation de la subvention

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Sauf mention explicite dans la délibération d'attribution de la subvention, le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est interdit et entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Les éventuels produits financiers générés par le placement financier de tout ou partie de la subvention doivent être affectés à la réalisation des objectifs définis par la présente convention. L'association doit rendre compte des placements réalisés et de l'utilisation des produits financiers générés, même en partie, par la subvention conformément aux diverses obligations souscrites dans la présente convention. Le non-respect de ces obligations entraînera la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées ainsi que des produits générés par ces sommes.

Dans l'hypothèse où le projet serait abandonné, le bénéficiaire doit en informer sans délai par écrit la Ville de Paris en envoyant son courrier à l'adresse figurant à l'article 6.

Article 8 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée pendant la durée de la convention et au plus tard deux mois avant la fin de la convention, en la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 9 – Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 19 et aux contrôles et évaluations prévus aux articles 20 et 21 des présentes.

Article 10 – Annexes

Les annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante et indissociable de la présente convention.

Article 11 – Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Paris, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication, communication inexacte ou tardive du compte rendu financier entraîne le reversement par l'association de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Tout refus de communication des comptes entraîne également le reversement par l'association de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Ville de Paris informe l'association de ces décisions par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 12 - Résiliation

Sans préjudice des stipulations de l'article 12, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect par l'association de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants, celle-ci peut être résiliée par la Ville de Paris, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir et notamment des sanctions qu'elle pourrait mettre en œuvre en application de l'article 12, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. La résiliation est prononcée par la Maire de Paris et notifiée à l'association par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Règlement des litiges

Les litiges éventuels relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

Titre 3 : Modalités financières et obligations diverses

Article 14 - Modalités de versement de la subvention

La subvention est mandatée et créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Le relevé d'identité bancaire de l'association est joint à l'annexe 4 de la présente.

En cas de changement d'identité bancaire, l'association envoie son nouveau relevé d'identité bancaire à la Ville de Paris par lettre simple ou par courrier électronique.

Le numéro de tiers de l'association est le suivant : 450.

L'ordonnateur de la dépense est la Maire de Paris.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques, 94 rue Réaumur, 75104 Paris.

Article 15 - Comptabilité

L'association adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général et tiendra une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du code général des collectivités territoriales, si l'association a perçu de la Ville de Paris une ou plusieurs subventions pour un montant total supérieur à 75 000 euros ou à 50% de son budget, elle transmettra aux représentants habilités de la Ville de Paris, la Direction de la Jeunesse et des Sports, dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et en tout état de cause six mois maximum après la clôture de l'exercice comptable, le bilan certifié conforme, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice antérieur.

Conformément aux articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce, si l'association a perçu dans l'année, des autorités administratives au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 et de leurs établissements publics à caractère industriel et commercial (toutes subventions et toutes collectivités confondues) un montant égal ou supérieur à 153 000 euros, elle nommera un commissaire aux comptes agréé, ainsi qu'un suppléant. Dans ce cas, elle transmettra dans le même délai que précédemment le rapport du commissaire aux comptes joint aux documents certifiés.

Si l'association a perçu dans l'année moins de 153 000 euros de subventions publiques, elle fera certifier conforme le bilan par son Président.

Le cas échéant, l'association communiquera à la Ville de Paris, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées du responsable chargé de certifier les comptes.

Article 16 – Autres obligations de l'association

L'association respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité. Elle fera son affaire de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Ville de Paris ne puisse être recherchée ou mise en cause à ce sujet.

L'association certifie qu'à la date de la signature de la présente, le président et le trésorier de ladite association n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour détournement de fonds publics prévue à l'article 433-4 du code pénal, ni d'une condamnation définitive pour abus de confiance prévue à l'article 314-1 du code pénal.

L'association s'engage à porter à la connaissance de la Ville de Paris toute condamnation définitive pour de tels délits qui interviendrait en cours d'exécution de la présente convention.

L'association s'engage à informer la Ville sans délai en cas de scission ou de fusion avec un autre organisme.

L'association s'engage à se conformer aux réglementations en vigueur en matière d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène.

Article 17 - Responsabilités – Assurances

L'association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social. Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle doit souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de la Ville de Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause. Elle doit être en mesure de justifier, à tout moment, à la Ville de Paris de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement des primes correspondantes.

Article 18 - Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel la subvention a été versée les documents ci-après :

1. Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe 3 et définis d'un commun accord entre la Ville de Paris et l'association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
2. Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce, tels que rappelés à l'article 16 de la présente, ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
3. Le rapport d'activité.

Titre 4 : Contrôles et évaluation

Article 19 - Contrôles de la Ville de Paris

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'association peut être à tout moment contrôlée par la Ville de Paris. Elle doit tenir à la disposition des représentants habilités de celle-ci, les documents comptables et de gestion relatifs aux activités et périodes couvertes par la convention. Le refus de leur communication entraîne la résiliation de la convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Paris de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues et des objectifs, que de l'utilisation des aides attribuées, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

La Ville de Paris peut également procéder ou faire procéder par la personne de son choix aux vérifications qu'elle souhaiterait effectuer sur pièces et sur place.

Article 20 - Évaluation

L'association s'engage à fournir chaque année et au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du ou des projets dans les conditions précisées en annexe 3 de la présente convention.

La Ville de Paris procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt public local.

Fait à Paris, le 15 juillet 2021

Pour la Maire de Paris et par délégation

Stéphane NOURISSON
Sous-Directeur de l'Action Sportive



Le Président de l'association

B. MUREAU



ANNEXE 1

LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : description détaillée du projet

Paris Aquatique, club de natation "Maître" (18 ans et +) LGBT affilié à la FFN et à la FSGL, est ouvert à toutes et tous sans discrimination.

Dans le cadre de la convention signée avec la Mairie de Paris, les objectifs sont :

1- Programmer et co-construire avec la Ville de Paris et éventuellement d'autres partenaires l'organisation d'une compétition sportive fédérale de rayonnement national organisée à Paris (Tournoi International de Paris, Championnats de France Maître plongeon)

2- Participer étroitement au portage et à la valorisation du Plan Nager à Paris, notamment en participant activement aux instances de gouvernance (participation aux instances de la Ligue d'Ile de France de Natation, présidence du comité régional de plongeon).

3- Proposer et développer une(des) action(s) spécifique(s) nouvelle(s) ou différente(s), autour de l'environnement aquatique, à destination de public porteur de handicap et/ou visant l'inclusion sociale

4- Développer le soutien et l'accompagnement à la formation d'arbitres et/ou juges, ainsi que la qualification des dirigeants et entraîneurs afin de tendre vers la mise en œuvre d'un encadrement de qualité pour tous les groupes d'adhérents, lors de chaque entraînement

5- Développement du Plongeon à Paris

Coût du projet	Subvention de la Ville de Paris	Somme des financements publics (affectés au projet)
<i>Budget 2020/2021 : 209 000€</i>	<i>Subvention demandée : 20 000€</i>	<i>0 €</i>

a) Objectif(s) :

-maintien d'un créneau débutant pour le plongeon

-soutien au développement du water polo féminin (engagement et financement d'une équipe en Nationale 1 Féminine)

-En lien avec le pôle Inclusion de la FSGL, développer une charte Inclusion par et dans le sport et la proposer à l'ensemble des clubs parisiens

-Organiser le Tournoi International de Paris 2021 ainsi que les Championnats de France Maîtres Plongeon

-Prolonger notre offre de formations d'officiels.

b) Public(s) visé(s) :

Nous proposons aux adultes (au moins 18 ans) la pratique de la natation course, de la natation synchronisée, du plongeon, de l'eau libre et du water-polo avec des entraînements de qualité pour satisfaire tout autant les sportifs confirmés qui veulent se donner à fond que les débutants qui souhaitent progresser.

Organisateur et participant à de nombreuses compétitions gays et non gays, les nageuses et nageurs de PARIS AQUATIQUE contribuent à la visibilité des homosexuel-le-s et à la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle.

Quel que soit l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, l'origine, le handicap, ou votre niveau chacun peut pratiquer un sport aquatique dans une ambiance respectueuse et bienveillante.

c) Localisation : quartier, arrondissements, ...

Du lundi au samedi et dans 14 piscines différentes, PARIS AQUATIQUE propose 5 sports 6 jours sur 7, encadrés par plus de 15 entraîneurs diplômés d'État

Piscines Keller, Massard, J. Taris, Hébert, Vallerey, Le Gall, Rigal, Hermant, Didot, Amiraux, Dunand...

Siège à la Maison des Associations du 19ème arrondissement.

c) Localisation : quartier, arrondissements, ...

Du lundi au samedi et dans 14 piscines différentes, PARIS AQUATIQUE propose 5 sports 6 jours sur 7, encadrés par plus de 15 entraîneurs diplômés d'État

Piscines Keller, Massard, J. Taris, Hébert, Vallerey, Le Gall, Rigal, Hermant, Didot, Amiraux, Dunand...

Siège à la Maison des Associations du 19ème arrondissement.

d) Moyens mis en œuvre : outils, démarche,

Le conseil d'administration est composé de 15 bénévoles qui gère le club au quotidien, aidé par d'autres volontaires. Chaque adhérent.e peut participer à la vie du club. Seuls la vingtaine d'entraîneurs diplômés d'Etat sont salariés.

e) Plan de financement et trésorerie, durée d'amortissement

Fourni en Annexe 2 ci-après

ANNEXE 2

LE BUDGET DU PROJET

Exercice 2020-2021

	COMPTES DE RESULTAT 2019 - 2020			COMPTES DE RESULTAT 2019 - 2020			COMPTES DE RESULTAT 2019 - 2020			COMPTES DE RESULTAT 2020-2021		
	2019-2020	2019-2020	2020-2021	2019-2020	2019-2020	2020-2021	2019-2020	2019-2020	2020-2021	2019-2020	2019-2020	2020-2021
Dépenses												
Charges de gestion	10,5%	5,1%	5,1%	47 026,91 €	54 250,00 €	51 700,00 €	71,4%	71,4%	71,4%	130 511,45 €	130 511,45 €	130 511,45 €
Personnel	34 615,28 €	34 250,00 €	31 700,00 €	47 026,91 €	54 250,00 €	51 700,00 €	71,4%	71,4%	71,4%	130 511,45 €	130 511,45 €	130 511,45 €
Matériel	12 721,44 €	22 800,00 €	23 900,00 €	20 048,22 €	21 500,00 €	23 900,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Services	13 803,92 €	23 200,00 €	23 900,00 €	23 977,77 €	23 900,00 €	23 900,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Autres	9 465,84 €	9 900,00 €	9 100,00 €	8 271,83 €	9 200,00 €	9 100,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Subventions	32,0%	26,8%	27,2%	113 886,79 €	120 000,00 €	120 000,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de l'Etat	29 721,60 €	23 000,00 €	23 000,00 €	20 026,09 €	20 000,00 €	20 000,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de collectivités	21 235,20 €	20 300,00 €	20 300,00 €	21 950,00 €	21 600,00 €	21 600,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de particuliers	1 727,80 €	2 600,00 €	2 600,00 €	3 260,31 €	3 700,00 €	3 700,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de particuliers (FSCJ, IGA, ...)	1 727,80 €	2 600,00 €	2 600,00 €	3 260,31 €	3 700,00 €	3 700,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de particuliers (autres)	1 727,80 €	2 600,00 €	2 600,00 €	3 260,31 €	3 700,00 €	3 700,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Subventions de particuliers (autres)	1 727,80 €	2 600,00 €	2 600,00 €	3 260,31 €	3 700,00 €	3 700,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €
Charges de fonctionnement	6,7%	3,9%	3,9%	10 076,16 €	11 200,00 €	11 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Personnel	3 425,00 €	6 900,00 €	6 900,00 €	3 425,00 €	6 900,00 €	6 900,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Matériel	3 250,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3 250,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Services	3 400,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3 400,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Autres	3 000,00 €	3 700,00 €	3 700,00 €	3 000,00 €	3 700,00 €	3 700,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Autres (autres)	3 000,00 €	3 700,00 €	3 700,00 €	3 000,00 €	3 700,00 €	3 700,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €
Charges de capital	14,3%	6,3%	6,3%	18 500,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Personnel	5 173,90 €	4 000,00 €	4 000,00 €	5 173,90 €	4 000,00 €	4 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Matériel	5 893,00 €	10 200,00 €	10 200,00 €	6 062,78 €	6 062,78 €	6 062,78 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Services	5 600,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	4 452,78 €	1 432,78 €	1 432,78 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Autres	1 926,10 €	3 800,00 €	3 800,00 €	1 926,10 €	3 800,00 €	3 800,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Autres (autres)	1 926,10 €	3 800,00 €	3 800,00 €	1 926,10 €	3 800,00 €	3 800,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €
Charges de financement	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Personnel	1 389,29 €	4 765,00 €	4 765,00 €	1 389,29 €	4 765,00 €	4 765,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Matériel	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Services	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Autres	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Autres (autres)	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Total des dépenses	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Recettes												
Charges de gestion	7,4%	7,4%	7,4%	130 511,45 €	130 511,45 €	130 511,45 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Personnel	71,4%	71,4%	71,4%	130 511,45 €	130 511,45 €	130 511,45 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Matériel	27,1%	27,1%	27,1%	71 456,46 €	71 456,46 €	71 456,46 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Services	27,1%	27,1%	27,1%	71 456,46 €	71 456,46 €	71 456,46 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Autres	27,1%	27,1%	27,1%	71 456,46 €	71 456,46 €	71 456,46 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Autres (autres)	27,1%	27,1%	27,1%	71 456,46 €	71 456,46 €	71 456,46 €	7,4%	7,4%	7,4%	271 456,46 €	271 456,46 €	271 456,46 €
Subventions	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	342 906,46 €	342 906,46 €	342 906,46 €
Subventions de l'Etat	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	342 906,46 €	342 906,46 €	342 906,46 €
Subventions de collectivités	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	342 906,46 €	342 906,46 €	342 906,46 €
Subventions de particuliers	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	342 906,46 €	342 906,46 €	342 906,46 €
Subventions de particuliers (autres)	7,4%	7,4%	7,4%	171 450,00 €	171 450,00 €	171 450,00 €	7,4%	7,4%	7,4%	342 906,46 €	342 906,46 €	342 906,46 €
Charges de fonctionnement	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Personnel	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Matériel	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Services	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Autres	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Autres (autres)	3,6%	3,6%	3,6%	19 200,00 €	19 200,00 €	19 200,00 €	3,6%	3,6%	3,6%	38 400,00 €	38 400,00 €	38 400,00 €
Charges de capital	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Personnel	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Matériel	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Services	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Autres	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Autres (autres)	16,0%	16,0%	16,0%	31 000,00 €	31 000,00 €	31 000,00 €	16,0%	16,0%	16,0%	62 000,00 €	62 000,00 €	62 000,00 €
Charges de financement	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Personnel	1 389,29 €	4 765,00 €	4 765,00 €	1 389,29 €	4 765,00 €	4 765,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Matériel	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Services	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Autres	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Autres (autres)	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	217 306,29 €	213 425,00 €	213 425,00 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	
Total des recettes	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	218 079,11 €	

Le tableau ci-avant inclus les comptes de résultats et budget prévisionnel pour les exercices 2019-2020 et 2020-2021.

SN
1/5

Le budget prévisionnel pour 2020-2021 est encadré en vert. Il comprend en recettes, un montant de 12 500€, en prévision de la subvention allouée pour l'exercice 2021-2021, et en accord avec la subvention versée au titre de l'exercice 2019-2020

Les comptes de résultats et budget prévisionnel sont actualisés à la fin de chaque exercice en Aout, en conséquence de l'exercice écoulé, et en prévision de l'exercice à venir, en prévision de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'association Paris Aquatique. Ces comptes de résultats et budget prévisionnel sont retransmis chaque année avant le 31 Octobre de l'année en cours au travers de la demande de subvention faite sur le site de ParisAssos.

ANNEXE 3

COMPTE RENDU DES ACTIONS

Conformément à l'article 19 de la convention, l'association doit, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, joindre au compte rendu financier (Cerfa n°15059) un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Cerfa ci-joint

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu à l'article 21 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.]

Indicateurs quantitatifs et qualitatifs :

Selon le Plan NAGER A PARIS

Objectif	Indicateurs	2020-2021	2021-2022	2022-2023
1- Programmer et co-construire avec la Ville de Paris et éventuellement d'autres partenaires l'organisation d'une compétition sportive fédérale de rayonnement national organisée à Paris	participation à l'organisation du Tournoi International de Paris (JUN-2021) organisation du championnat de France de Plongeon Maîtres à Montreuil (JUN-2021)	EN COURS EN COURS	A SUIVRE	A SUIVRE
2- Participer étroitement au portage et à la valorisation du Plan Nager à Paris, notamment en participant activement aux instances de gouvernance	Ivan GARCIO RODRIGO, notre vice President de PA, prend un poste au sein de la Commission Régionale de Plongeon de la Ligue d'Ile de France	FAIT	A SUIVRE	A SUIVRE
3- Proposer et développer une(des) action(s) spécifique(s) nouvelle(s) ou différente(s), autour de l'environnement aquatique, à destination de public porteur de handicap et/ou visant l'inclusion sociale	club de natation, waterpolo, plongeon, synchro, eau libre LGBT et inclusif. signature de la charte "Trans et sport" en 2020, Affiliation à la FSGL, inclusion de nageurs en situation de handicap	FAIT (aucune statistique disponible)	A SUIVRE	A SUIVRE
4- Développer le soutien et l'accompagnement à la formation d'arbitres et/ou juges, ainsi que la qualification des dirigeants et entraîneurs afin de tendre vers la mise en œuvre d'un encadrement de qualité pour tous les groupes d'adhérents, lors de chaque entraînement	en partenariat avec la FFN, développement des effectifs d'officiels en waterpolo, en plongeon, en synchro et natation course	FAIT	A SUIVRE	A SUIVRE
5- Développement du Plongeon à Paris.	section plongeon de Paris Aquatique avec plus de 50 inscrits pour 2020-2021 (3 créneaux et maintien d'un créneau débutant depuis 2019-2020°	FAIT 40 inscrits au 22-OCT-2020	A SUIVRE	A SUIVRE

ANNEXE 4

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise
10278	06011	00050347440	79	EUR

CCM PARIS 11

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1027	8060	1100	0503	4744	079

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFR2A

Domiciliation
CCM PARIS 11
15 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS
Tél : 08-20-09-98-82

Titulaire du compte (Account Owner)
PARIS AQUATIQUE
CENTRE LGBT DE PARIS ET IDF
61 RUE BEAUBOURG
75003 PARIS

Remettez ce relevé à tout organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ